

70^e CONGRES de l'*unef*

RAPPORT

présenté par :

Régis PIQUEMAL - Président de l'U.N.E.F.

Chers Camarades,

Décidant la tenue de notre 70^e Congrès, la conférence nationale des bureaux d'AGE voulait faire un moment de rassemblement et de convergences des étudiants qui se battent, qui luttent dans leur Université, pour changer leurs conditions de vie et d'études.

Eh bien, on peut dire que c'est chose faite !

Vos délégations sont à l'image des batailles que vous menez avec l'UNEF, dans les AGE et dans les associations ; tout simplement pour VIVRE, ETUDIER, et DECIDER.

Demain, dans les rues de Paris, ces batailles prendront une force particulière, en obtenant le soutien de centaines d'étudiants, des enseignants, des travailleurs.

A ceux qui mènent campagne pour faire croire que le syndicalisme c'est ringard et dépassé, nous faisons la démonstration qu'au contraire, lutter et faire du syndicalisme, à notre façon, c'est tout simplement être jeune et dessiner notre avenir.

Etre jeune, c'est vouloir vivre !

Les délégués de Toulouse, Marseille, Saint Etienne et Lyon qui ont animé ou participé aux semaines de solidarité internationale le savent bien ; ils ont rassemblé des centaines d'étudiants qui veulent simplement connaître, échanger des idées.

Le 70^e Congrès, c'est aussi les étudiants qui, de Jussieu et de Nice sont descendus dans la rue crier '**non aux crimes racistes, touchez pas à nos potes**', ceux qui le 28 octobre dernier réclamaient avec l'UNEF la paix, la paix et le désarmement.

1.

A Grenoble en architecture et à Paris XIII, c'est en organisant un voyage à l'étranger que vous avez commencé à rompre l'isolement alors qu'à Brest, à Pau ou Aix, c'est en faisant vivre le ciné-club de la fac.

Vivre, c'est aussi se détendre et se cultiver sur le campus. Cette bataille, nous sommes en train de la gagner à Poitiers, à Nancy, à Paris X et en Lettres à Lyon.

Enfin, vivre, c'est s'exprimer et s'informer et les étudiants ont relevé ce pari. Souhaitons longue vie à nos journaux de facs, à l'AGORA de Limoges, au 'chainon manquant' de Paris VIII, à 'Raisonnance' d'Orléans par exemple.

Vous êtes plus nombreux encore à avoir l'expérience de luttes et d'activités pour mieux vivre à la fac.

Etre jeune, c'est étudier !

C'est pour cela que nous sommes à l'Université. Eh bien au Congrès de l'UNEF, nous nous retrouvons, parce que nous avons agi pour notre droit aux études, parce que nous avons agi pour défendre ou améliorer notre formation.

Nous sommes de Lyon où nous avons gagné le versement des bourses dès la rentrée, d'Antony où l'on a fait grève des loyers pour avoir le droit ... au chauffage ! Nous sommes de Bordeaux, d'Aix et de 25 autres AGE où nous avons fait voter 52 000 étudiants sur l'avenir des oeuvres universitaires.

En un an, nous avons élaboré comme à Toulouse, les modalités d'accueil et d'orientation des étudiants des nouveaux premiers cycles ; nous nous sommes opposés aux saccages aux examens comme à Pitié, aux conditions indécentes de contrôle à Paris XIII et à Poitiers.

Mais nous sommes encore plus nombreux à être ici parce que nos formations sont attaquées, dévalorisées.

On le sait bien à Paris- I où, après avoir voulu casser la fac Saint-Charles d'Arts Plastiques, on s'en est pris à la formation d'AES.

2.

Ils ont gagné et ils seront -là demain à la manifestation .

A Paris XIII, c'est l'UER de sciences que les mandarins ont voulu transformer en institut sélectif : repoussé !

Les étudiants en psychomotricité de Paris seront là demain aussi, parce qu'ils veulent enfin, un véritable statut. A Orléans, à 200 dans le conseil d'Université, ils ont obtenu un projet de fac ... en 'dur' qu'ils sont allés défendre à l'Élysée.

A Montpellier, le conseil d'Université reprend notre projet de structure de l'Université associant formation-recherche et débouchés en Languedoc. Tandisqu'à Lyon, on obtient des garanties contre les voies de garage en 1er cycle de sciences, les DESS de psycho à Rennes se battent pour ne pas être démenagés à Nantes ; les étudiants en DEA de géologie sont présents et seront là demain car 10 DEA sont supprimés dans le sud du pays.

Enfin, nous sommes ici pour donner la force nécessaire aux initiatives prises contre l'augmentation de 32% des droits d'inscription, comme à Brest ou à Paris X, contre les mesures discriminatoires à l'égard des étudiants étrangers, comme à Jussieu ou à Marseille.

La liste pourrait être bien plus longue. Elle aurait pourtant pu l'être moins, si, à l'Université nous avions le droit de participer, de décider.

Car être jeune, c'est aussi décider !

C'est une exigence quotidienne. Décider de nos études et de leur contenu, c'est ce que veulent les étudiants en médecine de Paris et de Créteil qui organisent un colloque sur la prévention de la guerre nucléaire.

C'est aussi ce que font les étudiants d'Orléans, de Lyon, de Villetaneuse, d'Orsay, de Montpellier quand ils vont dans les entreprises discuter avec les travailleurs, avec les syndicalistes de la CGT.

Décider de nos examens, de leur conception, c'est ce que veulent les étudiants de Besançon quand ils exigent leur présence aux jurys d'examens.

Décider, c'est peser sur les réformes en cours. Dans ce sens l'enquête nationale sur les conditions de vie et le vote national sur l'avenir des oeuvres universitaires ont montré combien nous n'étions pas prêts à subir.

Décider de notre vie dans les cités universitaires, ça n'est pas un vain mot au vu du succès des listes de la FRUF aux conseils de résidences.

Vivre, étudier, décider, c'est ce que nous voulons dit le thème de notre Congrès. C'est parce que c'est notre combat quotidien à tous, que nous nous rassemblons ici !

Chers camarades, notre Congrès se déroule dans un climat particulier. En peu de temps, jamais autant d'étudiants n'ont envahi leurs conseils d'Université, amphitheâtre après amphitheâtre, cité-u après cité-u, ils sont des milliers à signer la carte-pétition. Jour après jour des UER et des amphis de Paris décident de débrayer demain, les lycéens de Rueil, de Montreuil et de Vitry s'y préparent aussi.

Chaque jour les organisations d'enseignants, de chercheurs et de travailleurs nous font parvenir leur décision de soutenir, de participer et d'appeler à la manifestation du 3 mai.

La F.E.N. sera présente et prendra la parole sur le parvis de Jussieu. Le SNESup sera représenté par une forte délégation. Nous obtenons aussi le soutien du SNES. Le SNEP appelle ses adhérents à participer à la manifestation. De même l'ensemble des syndicats, Union ou Fédération CGT des travailleurs de l'ensemble de la recherche, ainsi que le Centre Confédéral de la Jeunesse CGT nous soutiennent et participeront à notre cortège.

Nous devons aussi nous féliciter du soutien du MRAP et nous attachons une importance particulière au soutien et à l'appel de l'Union Nationale des Etudiants du Maroc qui mènent avec nous un combat pour les libertés et des droits des étudiants étrangers en France.

Enfin, la FRUF qui a tenu le week-end dernier son 26è Congrès National appelle les résidents en cité-u de Paris à se joindre à nous et sera, demain, à l'initiative de rassemblements dans les rectorats de plusieurs académies. L'Union des Grandes Ecoles a, de son côté, lancé un appel aux étudiants des écoles de Paris pour se rassembler également à Jussieu.

Pardonnez l'énumération, mais avouez qu'un tel rassemblement d'organisations - à notre initiative - n'a rien de banal.

Toutes sont concernées, dans leur secteur, par les menaces qui pèsent sur l'Université.

Les quatre thèmes de notre manifestation de demain constituent donc autant de pôles de convergences. Or, c'est bien comme cela aujourd'hui qu'il faut agir : RASSEMBLER, RASSEMBLER autour d'objectifs précis tous ceux qui ont intérêt au développement d'une Université de masse, démocratique.

Cela fait des années qu'une telle convergence d'action ne s'était pas produite, et c'est l'UNEF qui en est à l'initiative. C'est bon pour l'UNEF, pour sa force, sa reconnaissance ; c'est bon parce qu'une des conditions pour gagner est ainsi remplie.

Sans préjuger du nombre que nous serons demain à Jussieu, nous pouvons d'ores et déjà dire que cette manifestation va constituer un événement de taille à l'Université.

Une manifestation d'étudiants, cela ne peut jamais passer inaperçu ; une manifestation où se retrouvent autant d'organisations, cela ne peut pas être passé sous silence.

Enfin, c'est surtout la première fois depuis longtemps que des étudiants osent affirmer à tous : 'nous ne sommes pas des pigeons', nous, on veut vivre, étudier, décider.

Notre Congrès se situe au coeur de cet événement, il en est un atout de plus.

De nombreux étudiants attendent, à leur façon, pour que sur les questions qui les concernent, notre Congrès dégage des perspectives claires.

Vous mesurez-là l'importance de nos responsabilités. C'est pourtant déjà le sens aigu de nos responsabilités qui a présidé au débat qui a traversé l'UNEF durant les deux mois de préparation du Congrès, qui a présidé aux luttes que nous avons menées.

Chers camarades, nous avons quatre jours entiers pour répondre à toutes les questions, nous avons quatre jours et cela n'est pas de trop.

Gageons que la presse, qui a fait un silence total sur tout ce que je viens de dire se fera enfin l'écho de nos débats et de nos luttes !

Il s'agirait là d'une décision objective qui pourrait participer à mettre fin à cette campagne haineuse menée, voulant accrédiiter l'idée que les jeunes et les étudiants seraient moroses, nostalgiques, individualistes, fatalistes, branchés sur rien d'autre que les jeux électroniques et la musique. **Nous donnons rendez-vous à tous les organes de presse demain à Jussieu !**

Chers camarades, ce rapport comprendra deux parties qui aborderont successivement :

- la situation des étudiants en 1985 et notre analyse,
- les solutions et les perspectives que nous proposons.

1ère Partie

La situation des étudiants en 1985

Notre Analyse

Toutes les luttes, toutes les batailles dont je viens de parler sont révélatrices des difficultés grandissantes que nous rencontrons à l'Université. Jour après jour nous y sommes confrontés et chaque jour un peu plus.

En clair, comme le dit le texte d'orientation, 'la crise s'aggrave à l'Université'. Encore faut-il nous mettre bien d'accord sur ce que cela signifie. C'est l'objectif de cette première partie. Voyons avant tout comment cela se traduit dans notre vie quotidienne.

1°) La crise étudiante :

Il ne s'agit pas là d'établir une description comptable des difficultés rencontrées ; bien plus il nous faut en parler, sans complaisance, en prise avec notre vécu.

Alors, nos études, parlons-en !!

Nous sommes aujourd'hui près d'un million à vouloir faire des études supérieures.

* Pourtant 50% d'entre-nous abandonnent leurs études dès le premier cycle.

Comment pourrait-il en être autrement ? Dès les résultats du bac, nous arrivons à la fac sans aucune information. Les modalités d'inscription sont déjà la première épreuve de découragement. Bien souvent nous choisissons une formation sans savoir de quoi elle est faite, sans savoir ce qu'elle offre comme débouchés réels. Cette année, les nouvelles modalités d'inscription ne vont que renforcer ce problème.

Nous ne sommes pas accueillis à l'Université, nous faisons trop souvent seuls la découverte d'un monde bien différent du lycée.

Dans l'amphi, ce que nous vivons dès le début, c'est l'isolement et l'anonymat. L'année universitaire commence dans la plupart des cas dans un amphithéâtre ou une salle surchargés. Les profs attendent que certains, découragés, quittent la fac ou que d'autres se décident à choisir, malgré tout, une autre U.V. ou une autre section.

On pourrait penser qu'un cours est un cours. Il n'en est rien. Quand à Toulouse il n'y a pas de micro dans un amphi de 500 étudiants, c'est tous les matins la course aux premiers rangs. Il n'en est rien quand les photocopiés de cours n'existent pas ou sont trop chers comme à Bordeaux, à la fac de droit.

A l'approche des examens, nous sentons tous un vide. Peu ou pas d'annales, on a souvent aucune idée de ce que va être l'examen. Pris par le temps, les profs, au lieu de faire des cours de révision, nous laissent étudier les derniers chapitres du cours dans un livre que la bibliothèque possède, ou non.

Alors que dans bien des facs, les examens sont tous regroupés sur quelques jours, savez-vous que réussir relève parfois du tour de force.

Cela ne suffit pourtant pas pour expliquer les résultats de certains examens. 3/4 de collés, 50 étudiants obtiennent entre 0 et 2, la moyenne de l'amphi est à 3 ou 4, j'en passe, mais cela à un nom : c'est du saccage organisé !

Nous sommes près d'un million à vouloir faire des études supérieures.

* Pourtant un étudiant sur deux quitte l'Université sans diplôme, sans métier. Comment pourrait-il en être autrement ?

En premier cycle, l'enseignement n'est que trop général. On a du mal à voir ou l'on va. On s'aperçoit que notre bac n'est pas suffisant. On a du mal à suivre dans telle ou telle matière.

A Paris XIII, on nous dit que pour faire un bon économiste, il faut connaître l'anglais et maîtriser l'informatique. Seulement voilà, il n'y a pas de cours au programme dans ces deux matières fondamentales. En langues étrangères appliquées en IUT, on nous embauche d'après les stages effectués, mais voilà, dans la plupart des cas, c'est à nous de les trouver ces stages.

Même dans les nouveaux DEUG, la formation professionnelle n'a toujours pas fait son entrée si bien que le DEUG est peu reconnu et n'offre pas, le plus souvent, davantage de débouchés que le bac.

Diplômés de médecine ou capétiens, nous sommes contraints aux remplacements, mais bien souvent nous ne sommes pas armés pour affronter la réalité de notre métier.

Jusqu'à la maîtrise parfois, notre enseignement n'est fait que de cours magistraux. S'il existe 60 Universités un bon nombre d'entre-elles sont inadaptées.

Faites un DEUG d'AES à Saint-Etienne et vous irez chercher une licence à Lyon ou à Clermond-Ferrand. A partir de 86, si vous êtes en maîtrise de géologie à Nice, c'est à Orsay qu'il vous faudra faire le DEA !

Les méthodes pédagogiques sont dépassées. La vidéo, la diapo, l'ordinateur sont rarement utilisés. Les microscopes qu'on utilise en DEUG B ont parfois jusqu'à 20 ans d'âge. A Orléans, on passe des examens sur des appareils tellement vieux que toutes les mesures sont fausses !

Rien d'étonnant alors que le nombre de diplômes délivrés diminue, que nous attendions de plus en plus longuement à l'ANPE avant de trouver un premier emploi. Enfin, c'est ainsi que nos diplômes sont dévalorisés, pas toujours reconnus dans les conventions collectives, comme pour les DUT, nous sommes embauchés en-dessous de notre qualification.

Nous sommes un million à vouloir faire des études supérieures.

* Pourtant nous ne sommes que 9% d'enfants d'ouvriers, nous sommes des milliers confrontés aux difficultés financières.

Cela commence par les bourses. Elles sont non seulement insuffisantes mais elles sont, en plus, versées en retard chaque fin de trimestre. Dans ces conditions, il est de plus en plus difficile de faire face aux dépenses de rentrée. Les frais d'inscription s'élevant cette année à plus de 1 200 francs, alors qu'il y a quatre ans, ils étaient de 500 francs !

Il faut se loger ensuite et quand on est étudiant ce n'est pas simple. En cité universitaire, il faut en vouloir; en ville, c'est parfois impossible comme à Aix-en-Provence ; les loyers sont très chers, sans compter en plus les cautions et les frais d'agence. Il existe comme à Saint-Etienne, des municipalités qui aident les étudiants à se loger en leur supprimant tout simplement l'allocation logement !!

Quand il s'agit de manger, nous connaissons tous les files d'attente qui vont jusqu'à une heure. Nous connaissons tous les menus qui se répètent régulièrement, la qualité des repas qui se dégrade, le cinquième plat qui disparaît un beau jour. Les heures inadaptées, le prix du ticket nous poussent parfois tous les midis à nous contenter d'un sandwich, à nous faire la cuisine à la cité universitaire le soir, alors que c'est interdit par le directeur de la résidence.

L'exportation des campus en dehors des villes, leur immensité, poussent à l'isolement et au repli sur soi. Un désert culturel, c'est bien comme cela qu'on le perçoit. Un désert, où comme à Poitiers et Orléans, il ne fait pas bon se promener la nuit, un désert mal desservi par les autobus.

Faire des études supérieures et pratiquer un sport cela est devenu impossible. Il faut choisir. Tout comme il nous faut choisir bien souvent aussi entre acheter un livre et consulter un dentiste ou un ophtalmologiste. Abandonner ou échouer à cause de la maladie n'est pas rare.

Soyons certains que la décision de la MNEF d'instaurer une cotisation à deux vitesses à 340 F. et 700 F. ne va que favoriser ces chances !!

Enfin, comment ne pas parler des brimades et des discriminations que nous subissons lorsqu'on est étranger. Monsieur le Préfet de Lyon expulse déjà des étudiants marocains en s'appuyant sur les circulaires JOXE et MASSOT.

Parler de notre vie quotidienne, c'est aussi dire tout ce qui bafoue nos aspirations, tout ce qui nous infantilise.

L'attitude des enseignants est à cet égard très riche. Dans les cours ils empêchent tout débat sur l'enseignement, sur les sujets qui nous intéressent. Ils nous appellent à être les meilleurs, ils nous expliquent que les difficultés qu'on rencontre sont le prix à payer pour avoir un jour, un bon métier ; que nous sommes des privilégiés. Chez eux, l'autoritarisme est bien souvent de rigueur ; ils décident seuls du contenu de leurs cours. Passant outre notre capacité de réfléchir, de choisir, ils ne nous donnent que leurs versions des faits en histoire. En économie, ils nous démontrent que la crise est devant nous, pour des années encore ; en gestion, on nous apprend la meilleure façon de licencier !!

Enfin, depuis quelques mois, ils développent des efforts importants pour nous expliquer que les élus étudiants, c'est fini, qu'ils ne suivent pas l'évolution de l'Université, bref, qu'ils ne servent à rien.

L'autoritarisme des mandarins, des administrations c'est les décisions à huis clos que l'on découvre du jour au lendemain en arrivant à la fac.

Alors que le monde bouge autour de nous, la vision qu'on nous en donne à la fac en est une vision statique, figée, qui passe à côté de toutes les réalités économiques, sociales, politiques et culturelles.

En nous faisant miroiter de possibles diplômes très qualifiés, on tente de nous opposer entre nous, de rompre tout lien de solidarité, d'entraide.

Lorsqu'on est étudiant à l'Université, mieux vaut ne pas lire l'Express, mieux vaut ne pas aller au salon de l'étudiant, on y découvre que lorsque ces gens-là parlent des étudiants ils veulent dire ; il fallait y penser : étudiants en Grandes Ecoles ou en classes prépa uniquement.

Pourtant, étudiants, nous le sommes à l'Université pour faire des études parce que nous voulons une formation complète. Nous voulons un bon emploi parce que nous voulons maîtriser notre avenir. Nous refusons le chômage, nous refusons les TUC ou les TIG, NON ! Nous voulons être bien formés pour bien travailler.

Ces exigences-là, personne ne peut les rabaisser, elles sont pour nous les plus fortes.

2°) Pourquoi une telle situation, pourquoi en sommes-nous là ?

Pourtant c'est bien comme cela qu'on vit aujourd'hui à l'Université. Nous faisons le constat que la crise s'aggrave à l'Université, que les conditions de vie et d'études se dégradent. La mise en place des réformes n'a pas permis les changements que l'on attendait.

Alors que se passe-t-il, pourquoi et comment en sommes-nous là aujourd'hui.

Je viens d'énoncer un grand nombre de difficultés que nous rencontrons tous dans notre vie d'étudiants, j'aurais pu en dire bien d'autres. Il y en a des milliers, suivant les Universités, les étudiants, les formations.

Il y en a des milliers, suivant les Universités, les étudiants, les formations. Difficultés constantes pendant toute l'année universitaire ou ponctuelles, nos études sont faites d'une série d'obstacles quotidiens.

Ils constituent pour nous, finalement pour l'Université autant d'attaques, autant d'agressions et ces mots ne sont pas trop forts. Ils sont simplement l'expression de ce que nous ressentons profondément à chaque fois qu'un obstacle de plus se dresse devant nous. D'autant que cette réalité s'affronte, s'oppose à nos exigences et à nos aspirations.

- les difficultés d'inscriptions, les difficultés matérielles s'opposent à notre volonté de faire des études supérieures,

- les attaques que subissent nos formations s'opposent à notre volonté d'apprendre, de se former et de réussir,

- les difficultés quotidiennes s'opposent à notre volonté de connaître, de nous enrichir, de vivre.

Oui, il s'agit bien de véritables agressions, de véritables attaques ; toutes contribuent, comme le soulignait la conférence des bureaux d'AGE 'à développer la mal vie étudiante sur les campus'.

Cette expression, qui elle non plus n'est pas trop forte, convient là-encore à ce que ressentent des milliers d'étudiants quand ils parlent de leur vie.

Pourtant, voyons les choses de plus près. En effet, la mal vie, cela recouvre, selon les étudiants des réalités parfois très différentes. c'est normal. Les coups portés ne sont pas les mêmes dans toutes les Universités, dans toutes les régions, les coups portés ne sont pas identiques dans toutes les formations, les coups portés ne sont pas les mêmes pour tous les étudiants.

Multiplicité, diversité, sont les caractéristiques des attaques que nous subissons.

C'est cela qui explique que rien n'est jamais pareil d'une fac à l'autre, c'est cela qui explique également la diversité des comportements des étudiants devant ces difficultés.

Abandon ou résignation, recours à des solutions individuelles ou recherche d'action collective, tout dépend de la nature des contraintes, de la façon dont elles sont vécues, de la perspective ou pas de solutions différentes.

Enseignants, médias tentent de nous faire croire que ces comportements sont des 'comportements de crise' comme ils disent.

Les mêmes nous rabâchent que, malgré ce qu'on peut dire ici ou là, les étudiants acceptent la crise, qu'ils sont résignés. Mais réfléchissons, car ce n'est pas cela la vérité. La vérité, c'est qu'on ne nous donne pas le choix, que face aux contraintes que l'on nous fait subir, on est le plus souvent seuls pour s'en sortir avec nos propres moyens

Enfin, c'est toujours les mêmes qui nous assènent à longueur de journée que la crise est mondiale, qu'on n'y peut rien, qu'il y en a encore pour quelques années ou plus, bref, qu'il n'y a qu'à attendre.

Eh bien non ! nous n'y croyons pas ! nous n'en voulons pas ! Cet avenir ? Non merci, ça n'est pas une vie, ça n'est pas pour nous !!!

Certes, nous ne négligeons pas le poids des réalités dans notre pays aujourd'hui. Mais regardons-y de plus près.

Ces attaques, ces contraintes dont je parlais sont-elles réellement liées à ce phénomène mondial qu'est la crise ? Non pas vraiment !

- Regrouper tous les examens sur quelques jours, cela dépend d'un responsable, pas de l'économie mondiale,

- Interdire les visites après 10 h dans une cité universitaire de Bordeaux, cela dépend d'un responsable, le directeur de la cité,

- Le versement trimestriel des bourses, cela dépend des services du rectorat,

- les saccages, les cours bâclés, la subjectivité de l'enseignant, cela dépend des profs,

- les ^{pas} amphes sans micro, sans lumière comme à Jus-sieu, ça n'est la compétition internationale qui l'impose, c'est l'Université et sa direction,

- Les repas différenciés sur les chaînes de restau-u, c'est le directeur du CROUS, du CNO qui le décide,

32% de hausse des droits d'inscription, rien ne l'impose, sauf la volonté de l'Etat de se désengager dans le financement des Universités,

- Supprimer, dévaloriser des diplômes, rien ne l'impose, surtout à 15 ans de l'an 2 000 ! Si ce n'est les exigences du patronat.

On le voit là, et on pourrait continuer, à chaque contrainte son responsable. Alors, crise mondiale ? ou décisions délibérées ? Tous s'y mettent, des enseignants aux directeurs d'Université, du responsable administratif à la direction du CROUS, du patron au Ministère de l'Education Nationale, tous sont responsables, tous travaillent dans le même sens : développer encore la mal vie à l'Université.

Force est de constater que les décisions prises par ces gens-là vont rarement dans le sens des améliorations qu'on souhaite .

A cet égard, il est de plus en plus clair que la politique universitaire du gouvernement ne convient pas, non seulement elle n'influe pas pour faire arrêter ce qui se passe dans nos Universités ; bien plus grave encore, elle y participe pleinement, elle pousse à aggraver les choses encore.

Permettez-moi ici de m'arrêter sur les caractères essentiels de cette politique.

La loi sur les enseignements supérieurs votée au mois de janvier 1984 a été à ce jour complétée de 66 décrets ministériels. Depuis un grand nombre de décisions ont été prises, je voudrais revenir dans un premier temps sur un certain nombre d'entre-elles.

- Concernant les premiers cycles et leur réforme tout d'abord. Les objectifs fixés de ces réformes étaient profondément justes : s'attaquer à l'échec et à l'abandon et permettre à tout étudiant qui possède un DEUG ou un DEUST de pouvoir travailler, obtenir un emploi.

Pourtant, prétextant du manque de financement, le Ministère de l'Education Nationale a tôt fait de ne plus impulser la dynamique qui présidait, il y a un an, à l'élaboration dans toutes les Universités de projets réellement novateurs. Enfin, en dénaturant toujours pour des raisons budgétaires, le contenu de ces projets, on a abouti à des nouveaux DEUG qui ne changent rien de concret, à des DEUST réduits à 20 - 30 étudiants, à une aggravation de la sélection que l'on note partout sauf en sciences à Orsay.

- Concernant la réforme des oeuvres universitaires, après avoir traîné en longueur, le Ministère de l' Education Nationale a tenté de précipiter les choses en sortant un texte de réforme dangereux. Contraint de discuter et de négocier notamment par notre mobilisation, le Ministère préfère aujourd'hui se passer d'un texte et faire appliquer ses dispositions d'une façon insidieuse dans chaque CROUS.

Ainsi, le développement des repas à supplément affecte toutes les villes universitaires. A Antony, c'est le privé qui entretient la cité universitaire, alors qu'à Bordeaux on va fermer deux restaurants ; l'an prochain les bourses ne seront augmentées que de 5 % alors que les droits d'inscription subissent une hausse de 32 %.

- Un décret établit la création d'un Comité National d'Evaluation des Universités. De quoi s'agit-il ? De 9 sages nommés par le Premier Ministre chargés d'évaluer les formations de classer les Universités avec le sceau de l'Etat

Après avoir eu le classement officieux des Universités par le Nouvel Observateur, nous avons chaque année le classement officiel.

- Le Ministère a également, il y a bientôt un an, refusé tout changement et toute avancée concernant le statut des enseignants. L'évolution des carrières universitaires est bloquée.

- Refusant finalement au mois de juillet dernier de s'attaquer à la douloureuse question des inscriptions des bacheliers, le Ministère de l'Education Nationale a laissé empirer une situation grave qui a abouti à Paris au rejet de centaines d'étudiants en sciences et AES notamment. Cette année, les dispositions décrétées vont encore aggraver les conditions d'inscription en précipitant le choix des filières, pouvant envoyer à Orléans un étudiant qui habite Paris et qui a demandé Jussieu !

- Enfin, la dernière trouvaille de M.CHEVENEMENT pour rehausser le niveau de l'Université consiste dans la mise en place des 'Magisteres'. Ces nouveaux diplômes sont effectivement de haut niveau et pour cause. Les étudiants qui y auront droit, bénéficieront d'un réel suivi pédagogique, de stages en entreprises, de moyens pédagogiques importants.

Pourtant, il y a un hic, puisque ces diplômes n'acceptent que 20 à 30 étudiants. Les premiers reçus au DEUG ! A Aix-en-Provence ces 30 étudiants auront à eux seuls, l'équivalent du budget total actuel de l'UER. Des supers diplômes donc mais pour quelques élus seulement.

Alors, où va-ton ? A quoi nous conduit une telle politique ?

La réponse réside certainement dans le discours du Ministre lui-même qui tente de banaliser le terme 'délitisme républicain'. En fait, il s'agit de dégager une élite bien formée acceptant, pourquoi pas des enfants de travailleurs.

Le classement des Universités et leurs spécialisations, l'abandon et le regroupement de certains diplômes, la création de magistères et la suppression de filières de sciences économiques qu'ils entraînent, l'autonomie que l'on veut donner aux Universités concernant le montant des droits d'inscription, tout cela aboutit bien à renforcer la sélection, à se rapprocher du modèle américain des Universités, à créer une Université à deux vitesses, les élus d'un côté, les disqualifiés de l'autre.

A cet égard le discours du Ministre est rassurant. Certes il parle encore de démocratie, d'enfants des 'couches populaires' ; dans le même temps, il prétend que les droits d'inscription sont encore trop bas !

Certes il dit que tout le monde doit pouvoir prétendre à un diplôme de haut niveau ; dans le même temps, cela se concrétise par des DEUG où l'on renforce la loi de la jungle et le chacun pour soi, et où la prime ira aux plus forts seulement : le Magistere par exemple.

Voilà ce qu'on nous prépare sous l'étiquette de modernité et d'équité. Là non plus nous ne sommes pas dupes. Ce n'est pas cela qui était prévu. NON, la réforme ce n'est pas cela qu'elle visait !

La loi des enseignements supérieurs, c'était plus d'étudiants à l'Université, c'était une formation professionnelle dès le 1er cycle, c'était la possibilité donnée à tous d'accéder à un diplôme, à un métier. On s'en éloigne !

La réforme des études médicales c'était enfin l'égalité entre internes, qu'ils soient généralistes ou spécialistes. Pourtant le Ministère des Affaires Sociales vient de prendre une décision : que les internes en spécialité seront mieux payés et bénéficieront de primes spéciales.

Il y a un an, à notre 69^e Congrès nous disions que d'importants changements pouvaient intervenir avec la mise en place de la réforme. Nous avons raison. En fait ce qui se passe, c'est que depuis un an on assiste à une série de reculs.

Peu à peu les objectifs sont revus en baisse, des concessions importantes sont faites à ceux que l'on appelait 'les forces du passé et du statu quo'.

Premiers reculs lorsque le Ministère de l'Éducation Nationale fait la concession aux mandarins de ne rien transformer aux statuts des enseignants.

Recul encore en arrêtant toute l'impulsion, toute la dynamique qu'entraînaient les réformes en chantier.

Recul en acceptant des projets de premiers cycles sélectifs.

Recul en ne cédant rien sur les moyens budgétaires. Enfin reculs et concessions en alignant l'avenir de l'Université sur les exigences d'un patronat qui a les dents longues et qui demande une main d'œuvre docile importante et des cadres de haut niveau tout aussi dociles.

Il est à cet égard intéressant de noter de quelle manière on parle de l'enseignement supérieur aujourd'hui.

Si celui-ci a tenu, il y a deux ans et plus, une place importante dans le débat politique en France, le moins que l'on puisse dire c'est qu'il devient aujourd'hui l'objet d'un débat de spécialistes.

Des articles paraissent régulièrement, certains reçoivent un large écho. Tous ces écrits, tous ces discours convergent sur une idée : l'Université de 1985 n'est pas compétitive, elle ne compte pas dans les besoins des entreprises pour les années à venir.

Faites des études, mais cela ne sert à rien, l'économie n'a pas besoin de vous.

C'est cela que révèle l'Express de la semaine dernière à grands coups de tableaux et de chiffres.

Les établissements embaucheront en 1990 au niveau des écoles d'ingénieurs et instituts. Il faudra tripler le nombre de diplômés de ces écoles ou équivalents pour satisfaire la demande des patrons, alors que la demande en diplômés de l'Université quel que soit le cycle, correspondra à environ 10% seulement de ces diplômés ! Est-ce à dire que 90% d'entre-nous seront chômeurs ? La création des Magistères ne consiste-t-elle pas à créer dans les Universités des diplômés équivalents à ces diplômés demandés ?

Voilà ce que veut le patronat. Voilà à quelles exigences répondent le Ministère et gouvernement. Eh bien NON ! Monsieur le Ministre, l'UNEF a fait le choix d'une Université de masse ; les étudiants ont fait le choix de la réussite du métier, de la qualification. Nous, nous resterons fidèles à ce choix, quelles que soient les circonstances.

Il faudra se battre pour gagner, mais puisqu'il n'y a que cela, nous le ferons ! Vous pouvez compter sur nous !!!

Il faut le dire, Nous assistons au début d'une politique de casse de l'Université. Pourtant, cette casse est parfois difficile à percevoir. Je prendrai deux exemples :

. 1er exemple : La sélection sociale : entre 1981 et 1984, le nombre d'enfants d'ouvriers est passé de 13% à 8,6%. La sélection sociale a donc pris une envergure nouvelle.

Pourtant dans le même temps, les bourses ont augmenté de 40 %, le nombre de boursiers est passé de 90 000 à 130 000 environ. En fait, ce qui explique l'augmentation de la sélection sociale, c'est les mesures que le gouvernement a laissé prendre dans les Universités, c'est toutes les attaques qu'il n'a pas arrêtées, c'est toutes les mesures non prises sur le logement, la restauration, les conditions matérielles de vie. Enfin, toutes les mesures concernant l'école, le collège, le lycée, les classes surchargées, les enseignants qui manquent, tout cela a abouti à une aggravation de l'échec à l'école touchant notamment les couches défavorisées de la population.

. 2ème exemple : les formations scientifiques. Alors que le discours ministériel tend à les valoriser, à les placer comme des formations de l'avenir. On est en mesure de dire qu'au contraire, elles dépérissent. En effet, dès la classe de première, en alignant la nouvelle lère S sur la lère C de haut niveau, on aboutit à une diminution du nombre d'étudiants inscrits dans ces filières au profit des premières littéraires. La plupart des scientifiques niveau D ne peuvent plus se retrouver en lère S et abandonnent la filière scientifique. Le phénomène commence à se ressentir sur le nombre d'inscrits dans les DEUG scientifiques

Tout cela se passe sans bruit. Partout il est des révélateurs marquants de cette politique de casse : je veux parler des oeuvres universitaires, des droits d'inscription. En effet, il s'agit là de coups francs qui sont portés contre nous, ces coups qui font mal tout de suite. Il s'agit bien là d'attaques en règle qu'il nous faut combattre. C'est d'autant plus vrai que bien souvent les décisions du Ministère de l'Éducation Nationale s'appuient sur des aspirations positives des étudiants.

Regardez, nous aspirons à une bonne formation, les Magistères y répondent. Nous aspirons à bien vivre sur les campus, on nous propose leur urbanisation. Nous aspirons à un métier, on nous fait 'miroiter' des super diplômes. On veut être bien formés, on nous explique que pour cela il faut travailler, travailler et ne faire que cela, être les meilleurs.

A quoi peut aboutir une telle pratique ? Et bien nous répondons que cela ne peut aboutir qu'à nous opposer, à nous diviser dans un premier temps ; que cela ne peut aboutir qu'à faire de nous des déçus, des résignés, des 'on n'y arrivera pas, c'est trop dur'.

Là non plus, nous ne sommes pas dupes, nous avons besoin de nous unir pour réussir, on ne nous opposera pas les uns aux autres !

Pour mettre en place cette politique, le gouvernement use de deux moyens essentiels :

! - Les atteintes à la démocratie constituent le premier moyen.

Les décisions sont prises en réunions restreintes du Ministère jusqu'au CROUS et à l'UER. Les étudiants sont mis devant le fait accompli. La concertation n'est plus de rigueur. De toute façon, on nous laisse parler, mais jamais nous ne sommes pris en compte. Cela ne peut qu'enfoncer le clou de la fatalité.

La centralisation des décisions au niveau ministériel, le renforcement du présidentialisme dans les Universités, s'opposent à l'autoritarisme des Universités dont M. CHEVENEMENT lui-même dit 'que c'est aux Universités de conquérir leur autonomie'.

Certaines l'ont compris et veulent ainsi se transformer en instituts ou en écoles. Enfin, le non renouvellement des conseils d'université et des conseils d'administration des CROUS contribue efficacement à écarter les étudiants des décisions.

!! 29 - Les moyens financiers sont le deuxième moyen prétextant la crise, toujours la même. Le manque de moyens est toujours invoqué comme prétexte, là non plus nous ne sommes pas dupes, car de l'argent il y en a dans les Universités de gaspillé chaque jour. Il y en a pour faire un train de l'école, il y en a de gaché à tous les niveaux, par centaines de millions.

Vous le voyez, depuis notre 69^e Congrès, il y a tout juste un an, bien des choses ont changé. Nous étudions aujourd'hui dans une Université qui est à l'époque des choix décisifs.

En un an des choix importants ont été faits, opposés à ceux que nous faisons. Il nous faut bien mesurer tout cela.

En effet, la période que nous vivons va engager l'Université d'une manière durable dans une voie. La voie qui sera suivie n'est pas aujourd'hui définitivement établie mais soyez sûrs que beaucoup dépendra de nous !

Pour mieux nous comprendre, revenons sur la période qui vient de s'écouler et à travers elle, sur le rôle des étudiants et de l'UNEF.

81 84 : Nous avons tout fait pour changer l'Université.

En 1981, avec le changement de gouvernement, nous disions à l'époque 'un grand espoir est né'. Chez les étudiants c'était en effet l'espoir d'en finir avec l'autoritarisme de Saunier-Seïté, l'espoir de voir vite se régler bon nombre de problèmes, l'espoir d'autre chose, de différent, de neuf.

Très vite, les premières mesures du Ministère de l'Éducation Nationale ont été très positives, tranchant avec la politique de casse suivie jusque là.

L'UNEF, après son 67^e Congrès, est apparue comme la force porteuse de cet espoir. Rapidement, elle s'est dotée de propositions concrètes pour une réforme réelle de l'enseignement supérieur, elle est devenue une force de propositions, de perspectives, d'avenir.

En 1982, l'enseignement supérieur dans son ensemble était en chantier, traversé par un fort courant de réformes. L'UNEF, forte de ses propositions, s'est faite porteuse de ces réformes afin de les faire aboutir au plus vite. C'est ainsi qu'en 1983 nous étions les seuls à nous battre pour l'adoption rapide de la loi de l'enseignement supérieur. Seuls contre la plupart des forces universitaires et politiques du pays.

Si nous avons gagné, c'est bien parce qu'on a réussi à concrétiser dans la loi les exigences et les espoirs des étudiants.

Pendant quatre ans, nous n'avons pas cessé de chercher par tous les moyens les possibilités de changer, de transformer l'Université. Nous avons construit, élaboré ; nous avons gagné par le dialogue et la concertation des points importants. C'est tout cela qui nous a permis, il y a un an, de nous doter d'un projet pour une Université nouvelle.

Aujourd'hui, malgré des choix inverses, nous pouvons dire une chose, c'est que l'UNEF a tout fait pour changer l'Université. Elle a pris toutes ses responsabilités, elle a utilisé tout ses atouts, tous ses moyens pour faire avancer les transformations nécessaires.

Je veux le dire clairement, nous avons eu raison.

Une période difficile pour l'intervention des étudiants.

Nous avons eu raison, car par notre présence, par notre action, nous avons transformé cette volonté un peu floue de changement, des étudiants, en exigences claires. Il en est ainsi de la formation professionnelle qui, aujourd'hui est acquise par tous. Il en est ainsi sur la finalité de l'Université : un métier. Il en est ainsi sur la nécessité de s'attaquer d'abord à l'échec et à l'abandon.

Tout cela est acquis et n'est pas remis en cause.

Apprécier à leur juste valeur ces acquis, c'est se rappeler que pendant ces trois dernières années, rien n'a aidé à l'intervention des étudiants. Quand je parlais d'espoir, il s'agissait bien aussi d'attente ; attente de réforme, attente de décisions venues d'en haut, cela d'autant que le gouvernement ne favorisait pas l'idée de participation. Son attitude par rapport aux élections universitaires est significative. En fait, les réformes définitives étant finalement récentes, il n'y a que peu de temps que les étudiants subissent de plein fouet la réalité.

Des réformes dénaturées, des difficultés croissantes, l'avenir qui se bouche, les étudiants ont fait l'expérience que compter sur d'autres, ça ne marche pas, que rien ne vient d'en haut, sans leur intervention. Cela ils sont de plus en plus nombreux à le penser, à le dire, à le concrétiser.

Mais cette expérience, ils en parlent avec une certaine amertume. Et il y a de quoi ! Les étudiants ont fait l'objet d'un débat important dans le pays, notamment en 1983. Tout le monde parlait d'eux, souvent même sans les citer, sans s'en occuper vraiment. Quand M. Laurent SCHWARTZ parlait d'élitisme, le Ministère de l'Education Nationale lui répondait non. Eh bien il y a deux jours, il a été nommé président du Comité National d'Evaluation, on peut compter sur lui.

Dès qu'une difficulté surgissait, des profs à l'UID, ils étaient nombreux ceux qui proposaient une manifestation à l'Assemblée Nationale. d'un mécontentement, il en faisaient la UNE de la presse. Mais aujourd'hui, ce sont les mêmes qui ne disent rien sur l'augmentation des droits d'inscription.

Difficile de s'y retrouver dans tout cela ; de quoi dire : 'laissons les parler, cela ne nous intéresse pas !' Dire cela, ça n'est pas de la résignation, c'est laisser tomber ceux qui parlent des étudiants sans les connaître. C'est une bonne réaction.

Mais l'UNEF dans tout cela ?

Alors, l'UNEF, dans tous cela ? Tout ce que j'ai dit en introduction montre un riche bilan d'activité de l'UNEF cette année. En fait il s'agit d'un bilan qui s'enrichit chaque année davantage.

Journaux d'association, débats, initiatives internationales, animation culturelle, services d'entraide : nous avons dans ces domaines fait beaucoup.

Notre démarche a largement contribué à faire évoluer les rapports entre les étudiants et le syndicat. Un syndicat où tout le monde peut s'y retrouver, où l'on réalise des choses intéressantes, un syndicat qui permet de mieux vivre à la fac.

En fait, les milliers d'étudiants ont fait l'expérience d'une démarche autre que le système D, l'individualisme.

Dans le même temps, nous n'avons jamais oublié que seule l'intervention des étudiants permettait d'avancer. C'est cette démarche qui nous a guidés en 1983 au moment du vote sur la loi. C'est cette démarche qui nous a guidés à chaque moment de l'année universitaire, de l'accueil aux examens.

Il est clair qu'elle n'a pas toujours rencontré l'écho suffisant. J'en ai donné les raisons plus haut.

Dans le même temps, avons-nous pour autant répondu à toutes les questions ? Avons-nous toujours été à la hauteur suffisante ?

Sur la réforme des premiers cycles, nous n'avons pas transformé notre essai dans les T.D., les amphis, parce que nous n'avons pas vu à chaque moment la crise étudiante gagner du terrain, prendre de la force. Comme la plupart des étudiants nous avons parfois, nous aussi, été porteurs de l'illusion que la réforme réglerait beaucoup de choses, nous avons eu parfois tendance à reporter sur la réforme les solutions aux problèmes concrets et quotidiens.

Dans le même temps, le syndicat s'est réellement ouvert, transformé, élargi. C'est un l'atout décisif que nous possédons aujourd'hui. L'UNEF a fait la même expérience que les étudiants. Aujourd'hui décidément, une seule attitude est juste, celle d'être, quotidiennement à l'écoute des étudiants, d'intervenir sur les problèmes posés au niveau nécessaire pour faire aboutir d'autres solutions, d'autres choix.

Il s'agit là d'une attitude réellement syndicale qui permet de peser sur les décisions et les choix qui concernent aussi bien un amphi, une UER, un CROUS, l'Université.

J'aborderai en deuxième partie les perspectives de notre action dans cette situation et la question du syndicat.

-0 -

2ème Partie
Quelles perspectives
et quelle place POUR l'UNEF ?

I - D'autres solutions existent

Je le disais tout à l'heure, parce que nous sommes jeunes, étudiants, nous ne pouvons nous satisfaire de ce qui se passe aujourd'hui. Nous ne pouvons accepter la casse de notre enseignement, ce pari sur notre avenir, ce loto sur les étudiants où à tous les coups on perd !

Nous le crions bien fort, ce que nous voulons, c'est vivre, étudier, décider !

Vivre, au plein sens du mot et non pas survivre comme des milliers d'entre-nous qui étudient au prix de sacrifices énormes,

Etudier, et non pas ingurgiter comme cela se passe trop souvent,

Décider, et non pas subir.

Oui, c'est cela que nous voulons ! mais, me dirait-on, ce que nous voulons face à la réalité, est-ce bien sérieux ?

Cette crise étudiante est-elle bien nécessaire, est-elle fatale ?

Commençons par regarder de plus près ce qui se passe et se vit à l'Université. L'Université est-elle un lieu clos ou tout au contraire bien en prise avec le pays. Nous rencontrons dans chacune de nos facs, des forces importantes qui s'opposent à nos propositions : pourquoi ?

Quels sont les intérêts des mandarins, que gagne aujourd'hui le patronat ? Pourquoi de l'UNI à l'UID en passant par le CELF observons-nous un silence complet sur les hausses, la casse de nos formations ?

Et dans le même temps, sommes-nous seuls, isolés à l'Université comme dans le pays ; sommes-nous des avant-gardistes, des utopistes incorrigibles, des jeunes qui s'agitent ?

L'existence même de la crise à l'Université crée une opposition de fait entre la démocratisation et une politique d'élite. Cette élite, créée par une sélection outrancière à ses adeptes.

Quand le patronat démantèle le potentiel industriel de la région de Saint-Etienne, cela veut dire des formations en moins, des diplômes supprimés, l'instauration de nombreux clausus.

Quand à Saint-Denis, à côté d'ici, la direction de Thomson magouille un plan de restructuration avec licenciements à la clé, c'est le diplôme informatique qui est menacé à Paris VIII, c'est le nombre de places qui diminue encore cette année pour le DUT d'informatique à l'IUT de Villeta-neuse.

Lorsque dans des villes des bibliothèques sont fermées, des maisons de la culture bradées, comme à Aulnay, ce sont encore des formations d'enseignement supérieur qui sont supprimées.

Pour tous ces gens, l'Université soit de plier à leurs objectifs ; ceux-là ne veulent pas d'une Université de masse ouverte sur la vie, la région, le monde du travail.

Mais alors, me direz-vous, existe-t-il aujourd'hui à l'Université des possibilités d'intervention pour améliorer nos conditions de vie et d'études, puisqu'il existe quelque part une logique définie en dehors de l'Université ?

Nous définissions précédemment des responsables précis de la dégradation de notre enseignement. Ceux-là sont bien dans la fac. Les mandarins qui décident d'établir des quotas, les présidents d'Université qui proposent l'abandon des diplômes, les directeurs de CROUS qui ferment les res-tau-u.

C'est d'abord là qu'il faut agir en rassemblant plus largement et plus fort que les adeptes de la casse.

Dans le même temps, il existe à l'Université, dans le pays des forces avec lesquelles il faut compter.

A Montpellier, en décembre dernier, les travailleurs, cadres, ingénieurs et techniciens de 5 entreprises faisaient des propositions pour sauver leur entreprise de la casse. Les solutions nécessitaient la création d'une centaine de stages et emplois dans ces 5 entreprises.

C'est par leur victoire et donc l'instauration de solutions allant à l'encontre de la logique du patronat que les étudiants avec l'UNEF ont avancé sur le débat de la formation professionnelle et obtenu des stages pour les étudiants de la fac de sciences.

Nous le remarquons ici clairement, combien les initiatives lancées au Congrès de Gardanne avec l'UGICT et la CGT sont porteuses pour nous, de solutions positives et originales .

Demain, nous allons vivre un moment important quant à la convergence de certaines de personnes sur les luttes que nous avons engagées. La participation de la F.E.N. du SNESup, du SNES, du SNEP, d'organisations de la CGT de l'Education Nationale, de l'UNEM, la FRUF, l'UGE, le MRAP, montre à quel point il est aujourd'hui fondamental de s'appuyer, de compter avec tous ceux qui vont de l'avant.

Alors, à ceux qui nous décrivent comme isolés, utopistes ou nostalgiques, je leur réponds : peut être, MAIS NOUSSOMMES DES MILLIONS COMME CA EN FRANCE !!

Ligue!
A chaque question, une solution, c'est possible, c'est de nous que cela dépend.

Au dernier Congrès de Gardanne, nous nous sommes donnés une perspective, construire l'Université nouvelle. ce projet, c'est celui de tous ceux qui veulent une Université de masse, qualifiante, ouverte.

Mais je le disais précédemment, depuis, beaucoup de choses se sont passées ; alors que nous nous appuyions à ce moment là sur une volonté positive du Ministère de changer l'Université, nous nous heurtons aujourd'hui à des mesures dégradantes pour nos conditions de vie et d'études.

C'est à partir de cette analyse que nous devons gagner aujourd'hui un processus nouveau pour notre intervention.

Ne pas se saisir du terrain de la réalité au profit d'idées généreuses implique un décalage évident entre des propositions aussi justes soient-elles et ce que vivent les étudiants.

Il ne s'agit pas de mettre au placard des propositions novatrices pour l'Université, bien au contraire et j'y reviendrai, mais de fonder celles-ci non pas sur des objectifs déterminés a priori, mais sur ce que nous vivons à chaque moment dans notre T.D. amphi, fac.

A chaque moment de notre vie à l'Université existent des agressions à nos conditions de vie et d'études que nous pouvons définir indépendamment entre-elles. Il est donc possible, à chaque moment d'apporter une solution porteuse de perspectives nouvelles, mais avant tout, nécessaire immédiatement pour mieux vivre, étudier, décider.

Cette démarche correspond profondément aux nécessités qui sont les nôtres parce qu'elle place au coeur de toute notre intervention la notion du 'vécu' par les étudiants.

Ce sont bien les étudiants, nous tous, qui sommes confrontés à des réalités diverses et qui parce que ces réalités sont profondément vécues, positivement ou négativement, sont modifiables, transformables en rapport avec le niveau d'intervention de tous.

Ce vécu, parce qu'il est en évolution permanente est en prise avec les questions posées, les difficultés rencontrées dans nos études, les solutions qu'il permet d'avancer.

Vous le voyez, il ne s'agit pas d'une notion philosophique figée, mais bien d'une réalité dynamique sur laquelle nous pouvons plus que jamais prendre appui.

C'est ce vécu et lui seul qui place les objectifs des solutions que nous avons à proposer pour améliorer nos conditions de vie et d'études.

Ce que nous proposons n'a rien à voir avec des calculs politiques, des accords de personnes ou du tripotage électoral. Ce que nous proposons, c'est réellement une démarche syndicale : proposer, agir, construire.

Proposer, parce que tel est le rôle d'un syndicat responsable que d'aider à élaborer des réponses à chaque question qui se pose. Cela nécessite l'intervention de tous les intéressés, de tous les concernés. Mieux, cela nous amène à créer les conditions pour rassembler et mobiliser tous ceux qui vivent les mêmes problèmes, qui ont les mêmes besoins ; c'est cela la solidarité étudiante.

Ce n'est ni le rêve d'un millier d'étudiants solidaires, coudes à coudes, ni une théorie pour plaire à certains, mais bien la volonté de faire se rencontrer et débattre ensemble tous ceux qui sont décidés à élaborer et à mettre en place des solutions nouvelles pour l'Université.

C'est un souci permanent : celui de mettre tout le monde dans le coup pour gagner sur chaque obstacle en opposant notre logique, nos réponses, nos solutions.

Notre bilan montre à quel point déjà nous pouvons parvenir à un haut niveau de propositions. C'est sur la base de ce large débat, de propositions concrètes que nous pouvons agir.

Agir, aujourd'hui plus que jamais, c'est une nécessité primordiale ; l'expérience nous l'a appris, sans l'intervention des étudiants, avec l'UNEF, rien de bon ne se passe à l'Université.

A chaque fois qu'une question se pose dans notre amphitheâtre ou à la fac, si nous, les premiers intéressés, ne sommes pas dans le coup, soyons-en sûrs, les décisions qui seront prises, seront mauvaises.

Alors, bien sûr, nous ne pouvons pas nous permettre d'attendre, de tirer des plans sur la comète ni élucider quelque question qu'elle soit.

Nous ne pouvons pas faire l'économie de notre activité sur aucune question.

Ce que nous proposons, c'est un véritable rassemblement pour des solutions différentes, nouvelles. Ce que nous proposons, c'est de faire converger les étudiants vers ces solutions à partir de leur vécu. La solidarité étudiante, c'est donc une démarche active, quotidienne, une démarche de lutte.

Demain, cette lutte, ce sera une manifestation, parce que cela est nécessaire ; mettons tous les atouts de notre côté pour gagner sur les objectifs fixés.

Soyons clairs, les décisions que prendra le Ministère dépendent étroitement du nombre que nous serons demain dans la rue !

Le Bureau National propose que le 70^e Congrès de l'UNEF fasse un porte à porte géant le soir même à la cité universitaire de Nanterre et que toute la matinée de demain nous soyons présents dans toutes les facs parisiennes.

Je rappelais, à la conférence des bureaux d'AGE les 9 et 10 février derniers qu'il s'agissait d'aller très vite dans les amphis, élaborer avec les étudiants des solutions nouvelles.

En trois mois, ce sont des dizaines de milliers d'étudiants que nous avons commencé à agir pour gagner d'autres solutions pour notre droit aux études.

C'est à partir de ce travail immense, de propositions, d'actions que nous pourrons construire autre chose pour l'Université.

Construire, c'est un élément indispensable à notre démarche aujourd'hui et cela dans différents domaines.

Construire notre droit aux études, le défendre, cela passe par faire des propositions pour une meilleure information des lycéens, pour une réelle politique d'accueil et d'information à l'Université et par la lutte contre toute pré-inscription ou numérisation à l'entrée à l'Université.

Etre étudiant, c'est en avoir les moyens ; une hausse de 32 % des droits d'inscription, hausse de la mutuelle et de la sécurité sociale, ce ne sont pas des conditions pour rester étudiant.

Aussi, battons-nous contre ces hausses et gagnons dans toutes les Universités l'exonération des droits d'inscription pour 10 % des étudiants.

Pouvoir rester étudiant, c'est également pouvoir bénéficier d'une véritable aide sociale, c'est une transformation profonde de l'aide sociale et des œuvres universitaires dont nous avons besoin :

- augmentation des bourses et leur mensualisation,
- rénovation des cités universitaires, construction de logements sociaux,
- tarif réduit au restaur-u pour les boursiers,
- amélioration du cadre de vie.

Pouvoir étudier dans de bonnes conditions, c'est aussi pouvoir se soigner. Il faut défendre notre droit à la santé en nous battant pour le développement des centres de médecine préventive, en renforçant la mutualité étudiante.

Pouvoir rester étudiant, c'est à une condition, celle d'avoir une formation intéressante, ouverte sur l'avenir, nous offrant des perspectives de débouchés. En ce sens la transformation de nos formations est une exigence profonde.

Transformer nos formations, c'est changer nos modalités d'examens archaïques, les méthodes pédagogiques, c'est imposer notre conception des cursus et des diplômes. Nos diplômes sont dévalorisés, la menace qui pèse sur la dénationalisation de nos diplômes, ne fera que brader nos qualifications. Il nous faut défendre nos diplômes, nos formations en les améliorant, mais cela nécessite des moyens budgétaires supplémentaires. Nous battre pied à pied sur les enveloppes budgétaires, c'est gagner un moyen essentiel de transformation de nos formations.

Un moyen non moins essentiel de ces changements, c'est la démocratie. Nous voulons décider parce que nous sommes les mieux placés pour le faire, et cela à différents niveaux :

- dans les jurys d'examens, les commissions pédagogiques, les futurs conseils.

Nous sommes les mieux à même d'apprécier nos formations. Notre propre comité national d'évaluation que nous proposons de mettre en place ne peut pas souffrir des mêmes a priori que celui dirigé par M. SCHWARTZ.

De même une Université qui vit, c'est une Université où chacun peut étudier avec ses différences. Dans ce sens les circulaires JOXE et MASSOT constituent une atteinte à la démocratie, il faut les abroger.

Et puis, 1985, c'est l'Année Internationale de la Jeunesse, 1986, l'Année de la Paix, plus que jamais, nous avons notre mot à dire sur le monde qui nous entoure parce que nous en sommes l'avenir.

Proposer, agir, construire, c'est cela qu'il faut faire aujourd'hui. C'est cette démarche qu'il nous faut développer.

Il nous faut pour cela un outil adapté, l'UNEF.

L'UNEF,

La prise en charge de tous les besoins, de toutes les revendications nécessite des moyens, pour les amplifier, les concrétiser et les faire aboutir. Un de ces moyens, c'est l'ASSOCIATION. Mais l'association UNEF, ce n'est pas n'importe quelle association, c'est une association syndicale, une association qui possède avant tout une démarche, celle de permettre la prise en compte de toutes les aspirations, de tous les besoins. Cela signifie que c'est aussi bien le moyen de lutter contre l'augmentation des droits d'inscription, de développer la formation, les initiatives sur les études, l'aide sociale, que d'animer la fac.

Ces différents terrains d'intervention ne s'opposent pas à partir du moment où ils correspondent à ce qui se vit dans l'amphi. C'est cette harmonie entre des thèmes dits 'revendicatifs' et des thèmes dits 'associatifs' qui nous permettra d'avoir des associations composées de tous les étudiants prêts à agir sur tout ce qui les préoccupe, les intéresse.

Lors des chaînes d'inscription de la dernière rentrée nous avons privilégié les activités à la démarche associative, ce qui nous a conduits à laisser de côté tout un champ de la vie quotidienne des étudiants. ce que nous proposons aujourd'hui, ce n'est pas de passer d'une extrémité à l'autre, mais bien de mettre en avant la démarche association, le rassemblement des étudiants et les possibilités qu'ils offrent pour intervenir sur nos études, sur l'avenir de l'Université, sur notre environnement quotidien.

Avec cet exemple, nous voyons bien que la façon dont nous décidons de poser les questions, d'aborder les problèmes fixe des limites, des barrières, cela n'est pas mal, c'est même normal, mais ce qui est important, c'est qu'à

l'UNEF, à quelque niveau que ce soit, nous soyons capables de prendre des décisions, des orientations justes, c'est-à-dire en prise directe avec la réalité des études. Cela nous amène forcément à poser la question de nos responsabilités. Je l'ai montré dans la première partie, nous avons une grande responsabilité dans la situation actuelle, celle de ne laisser passer aucune mesure qui mette en jeu nos études, notre avenir. Cela demande de notre part réflexion, action, décision à tous les niveaux du syndicat.

C'est comme cela qu'il nous faut réfléchir à l'UNEF afin de ne jamais sous estimer les possibilités que nous avons de faire agir ensemble les étudiants.

Les AGE n'ont pas toujours tous les moyens pour réfléchir, pour innover, pour analyser la situation de leur Université, des étudiants qui la composent et à partir de là, prendre les décisions qui s'imposent. Nos AGE manquent de moyens de réflexion, d'action et cela est doublé d'une intervention parfois étouffante de l'Union Nationale.

Il faut trouver un équilibre dans notre fonctionnement, un équilibre nous permettant une réelle mise en oeuvre de notre orientation, dans ce qu'elle a de plus riche.

Débattons ensemble de ce dont nous avons besoin pour répondre aux besoins et aspirations des étudiants et cela avec nos associations.

Une AGE doit pouvoir réfléchir à sa situation en regard de celle des étudiants pour pouvoir prendre des décisions qui feront avancer les choses. Cela nécessite un degré important de responsabilisation et donc de formation de ses dirigeants. Une formation suffisamment importante et souple afin de permettre à chacun de se saisir de toutes les situations, de toutes les possibilités.

Mais quand je parle formation, cela ne signifie pas stage, c'est un élément important, certes, mais ce qui est déterminant, c'est une formation qui se dégage de l'expérience de chaque jour.

Se former, acquérir les moyens de réfléchir, de décider en toute occasion, c'est avoir les moyens après chaque expérience d'en tirer le bilan de l'analyser ; cela signifie pouvoir discuter, débattre, tous ensemble. C'est pourquoi la discussion est irremplaçable. La discussion avec les problèmes et les questions qu'elle soulève, les réponses qu'elle apporte, c'est bien la clé de voûte de la démocratie dans l'UNEF, mais c'est aussi la garantie de choisir les bonnes solutions, de faire des propositions pour que les choses avancent à l'Université.

Nous devons améliorer l'UNEF pour aller plus au fond de notre orientation, pour être le plus efficace possible dans les luttes que nous engageons.

Améliorer l'UNEF, mettre mieux en oeuvre notre orientation, cela signifie réfléchir à la place de nos adhérents dans la vie de l'organisation. En effet, nos adhérents sont trop peu sollicités, responsabilisés, et pourtant ce sont eux en premier lieu qui doivent faire vivre notre orientation dans leurs amphis, leur T.D.

Améliorer l'UNEF, c'est également rentabiliser au maximum nos potentialités en utilisant pleinement nos élus par exemple. Avec eux, nous disposons d'un atout important pour animer les luttes, les enrichir, les faire déboucher, nous nous en servons d'une manière insuffisante, pourtant dans la période actuelle où des choix décisifs sont faits pour l'Université, pour les étudiants, ils peuvent jouer un grand rôle. Avec eux nous pouvons gagner.

Les étudiants ont besoin d'une UNEF forte, d'une UNEF capable de profiter et de s'enrichir de toutes les expériences, d'une UNEF intransigeante, qui ne laisse rien passer, pour aller toujours plus de l'avant.

Chers Camarades,

La situation que connaissent les étudiants et l'Université aujourd'hui nous amène, plus que jamais à être offensifs.

L'Université est en effet à l'heure de choix décisifs. Pour aujourd'hui, rien n'est joué, ni dans un sens, ni dans l'autre.

Notre 70^e Congrès tombe bien. Au bon moment. Au moment où, avec les étudiants, nous pouvons imposer d'autres choix, d'autres solutions. Il va pour cela nous falloir rassembler, et rassembler encore. Cela suppose une capacité d'écoute, de débat, de propositions importante. Je crois que nous y sommes prêts. A en juger par les luttes qui grandissent aujourd'hui, les étudiants aussi, y sont prêts.

Ils y sont prêts parce qu'aucun n'est résigné à se résigner.

D'autres solutions, d'autres perspectives, à nous de leur montrer qu'il en existe, que c'est possible.

Chers camarades, demain nous allons vivre un moment important à Paris, il dépend de nous que cette manifestation soit une réussite complète.

A un moment où les étudiants ont plus que jamais besoin de leur syndicat, notre 70^e Congrès va compter car il n'y a rien de plus urgent aujourd'hui que de

VIVRE, ETUDIER, DECIDER,

VIVE LE 70^e CONGRES DE L'UNEF.

-000-

Manque de ligne directrice
Après le NLO, le virage!